

## Boite Postale

**A** la boîte postale, parmi les coupons-signatures, des signataires nous adressent du courrier. La CFDT Banques nous a envoyés cet été « Banque Magazine » éditée par la fédération CFDT Banque, où un long article interroge « *Le racisme et l'ultra-libéralisme du Front national sont-ils solubles dans le social ?* » « *Allons-nous enfin réagir et lutter vraiment contre ce fléau (le Fn)* » se demande Hervé Hannotteaux, auteur de l'article. « *Pendant le mouvement social de la fin de l'année 95, le Fn a tenté de mobiliser contre les grévistes une partie de la population... Ses initiatives restèrent sans grand écho puisque les salariés exprimaient leur volonté de maintenir la protection sociale, de lutter contre le chômage, bref refusaient la gestion libérale. Depuis Le Pen et ses sbires en ont tiré les enseignements et tentent de masquer l'ultra libéralisme de leur programme en investissant le social* » poursuit l'article qui conclut « *Mais cela montre qu'en refusant la logique libérale avec l'action des salariés et des exclus et en proposant des alternatives crédibles il est possible de combattre le FN .... cela nécessite enfin d'être attentif aux tentatives d'implantation dans l'entreprise en rappelant que les statuts de la CFDT sont incompatibles avec toute adhésion de salariés défendant les thèses du Fn. La CFDT n'est pas seul dans cette lutte, elle devra également travailler avec toutes les organisations partageant nos objectifs. C'est au prix de ce travail que le Syndicalisme apportera sa contribution à la lutte contre le Pen. Ainsi, nous ferons fondre son fonds de commerce électoral et circonscrire ses velléités racistes et antidémocratiques.* » **(Banques Magazine Juillet/Août 96).**

« *Nous considérons que votre action est ici intéressante car elle*

*peut entraîner à terme une union des syndicats contre les idées fascistes et surtout contre les syndicats FN* » nous écrit un syndicaliste étudiant de Pau qui se félicite que l'Appel ait été signé sur sa faculté par des militants de deux UNEF. De Brive un retraité nous encourage. « *Abonné depuis plus d'un an Ras l'front qui est pour moi un journal un peu spécial que trop peu de braves gens de chez nous connaissent. Je participe à ma façon au combat contre le Fn au sein de l'organe local de la CFDT, même si je suis retraité depuis 10 ans.* ». « *A mon grand regret votre appel ne s'adresse qu'aux salariés syndiqués, or je suis TNS, travailleur non syndiqué. Je signe votre appel, en souhaitant que tous réagissent et j'invite tout mes homologues à le faire* » nous fait remarquer un salarié de Bagnex.

Enfin signalons que Ras l'front Isère a publié une plaquette sur ses activités entre septembre 95 et juin 96. Au sommaire ISA a remarqué une interview de responsables de la CGT de SUD, et du SNUI.

**A commander au CRIE :** bureau 309, Maison des associations 2, rue B de Boissieux 3800 Grenoble.

### L'Appel s'affiche

Le texte de l'Appel est disponible sous forme d'affichettes (42 x 60)

### Les enseignants, prochaine cible ?

Dans son numéro de juin 96, le Monde de l'éducation publie un dossier inquiétant : « *Des enseignants perméables aux thèses lepénistes* ». Si on constate, selon ce mensuel spécialisé dans le domaine des problèmes de l'éducation, un relatif échec d'implantation du Front national de la jeunesse (Fnj) dans les lycées,

le journal s'inquiète que « *les idées d'extrême-droite progressent chez les enseignants du second degré.* » Il ajoute « *Sur fond de malaise face à la violence et à l'échec scolaire et devant l'absence de signes concrets de réforme, la parole xénophobe a tendance à se libérer autour d'une construction ethnique des problèmes rencontrés par l'école* ».

Un syndicat Fn chez les profs ? s'interroge le mensuel. S'appuyant sur des sondages (à prendre avec précaution), on prête en effet au Fn l'idée de développer un syndicat enseignant : 17 % des sympathisants de la FEN, 16 % de FO et 7 % de la CGT auraient voté Fn aux élections présidentielles de 1995. Le Fn, selon le Monde de l'éducation, s'appuie sur le MEN (Mouvement pour un enseignement national) qui compterait 1.200 adhérents répartis dans 42 départements. Le journal est allé à la rencontre d'enseignants, militants du Fn, et cite le cas d'un lycée dans la banlieue de la Seyne sur mer où la prégnance du Fn sur le milieu enseignant se fait de plus en plus sentir. Ailleurs, un responsable du syndicat enseignant SE-FEN témoigne : « *Au lycée professionnel de Créteil, des élèves ont agressé deux enseignants. On a su après coup que cette agression « classique » dissimulait une violence politique : étaient visés les deux profs les plus racistes du lycée.* » Un autre syndicaliste ajoute « *Face à l'exacerbation des problèmes de violence ou d'échec scolaire, un certain nombre de réactions immédiates peuvent confiner au racisme. C'est nouveau et ça se développe. Mais dans l'institution, les réponses organisées sont rares et se cantonnent au milieu syndical* » constate la journaliste qui cite deux exemples. « *Le mouvement Ras l'Front qui a lancé un appel*

contre le fascisme en avril a rassemblé en un mois 500 signataires. Parmi eux, on compte un peu plus de cent affiliés aux différents syndicats enseignants. », « De son côté, la fédération des parents d'élèves FCPE a alerté en septembre 1995 ses adhérents sur les tentatives éventuelles d'infiltration des sympathisants Fn dans les conseils d'école et les conseils d'administration des établissements ».

PLT

**Le Monde de l'éducation juin 1996.**

**Voir également Ras l'front, Mars 96 n° 35. Dossier « Ecole et éducation dans le viseur du Front national ».**

## **L'été « social » de National hebdo**

Au lendemain de l'incendie du siège du Crédit Lyonnais, National hebdo s'inquiète de l'emploi dans le secteur bancaire. Les chiffres de suppressions annoncés « par les syndicats ne sont pas exagérés. De l'avis général, l'estimation est même modeste ». Les restructurations sont les premières coupables de ces pertes d'emplois. Elles sont provoquées par la concurrence suscitée par « l'euromondialisme et ses diktats. » « Les déséquilibres nationaux sont détruits au profit d'alliances et d'aventures exotiques (??). Le personnel en fera les frais ». Autre danger « les banques communautaires » au moyen desquels les immigrés organisent « leurs zones d'implantation et leurs institutions financières ». La semaine suivante, les pages « social » de Nh dénoncent la « saignée » d'emploi chez Peugeot dont « la source essentielle des difficultés apparaît résider dans l'acceptation servile par les gouvernements des diktats mondialistes. » Et de pronostiquer que « Juin enregistrera une forte poussée de fièvre sociale », même si « les différentes organisations chercheront souvent à dénaturer les aspirations réelles de leurs troupes et sympathisants ». Pourtant début juin, Nh souligne que « après l'automne des grèves déclenchées par le plan Juppé, certains stratèges syndicaux en chambre évoquaient un mai 1996 agité. ils avaient oublié de consulter leur calendrier. Il ne

saurait se produire de mouvements de masse entre deux ponts. » et de faire un tour d'horizon syndical. La CGT reste dans le « sillage du PCF » et garde toutes « ses positions clés et les a même renforcées. » Le PCF ne s'inquiète pas puisqu'il « dispose également de la FSU ». Pourtant selon le Fn « les choses bougent sur la scène syndicale » « D'abord le développement continu de SUD...qui fait de la surenchère anti FN et pro-immigré... ». « Face aux trublions de SUD, le tandem Chirac-Juppé table sur la CFDT de la « tzarine » Nicole Notat. ». FO « perd du terrain ». Bien que « de nouvelles perspectives » s'offrent à elle, la CFTC se voit reprocher de « privilégier les alliances avec la CFDT ». Enfin la CGC « pâtit, malgré ses points d'appuis principaux, de la dévaluation de la notion de hiérarchie et d'encadrement, sous la pression conjuguée de la gauche, du grand patronat et de la politique anti-classes moyennes du pouvoir ».

Mais attention « la scène sociale est imprévisible...et ne pourra être maîtrisée en cas de désordres sectoriels ou nationaux d'ampleur ». Dans la même page « social » Nh constate que des conflits localisés éclatent à la SNCF où « les directions cèdent instantanément ».

Mais « l'anarchie qui glisse sur les rails de la SNCF a un visage, celui de son président Le Floch-Prigent. » et « la SNCF a besoin d'urgence d'une autorité afin de se redresser. ».

« Pour la formation d'équipes sociales », Nh informe de la création d'un Institut consultant d'aide et de formation social (ICAF). Des cycles de formation dirigés par Mireille d'Ornano, présidente de Fraternité française sont annoncés. « Il s'agit de fournir aux stagiaires des 60 antennes, les outils psychologiques pour mieux comprendre les problèmes de ceux qui viennent les voir et parfois mieux les aider ». Une

permanence sur Paris doit s'ouvrir dans un « local social » qui reste à trouver. Début juillet, Nh annonce également la création du Cercle national des travailleurs salariés (CNTS). Devant la faillite des syndicats « des militants engagés dès leur plus jeune âge dans la vie professionnelle se sont réunis et ont avancés un certain nombre de propositions concrètes pour un re-

nouveau national et syndical. Le Cercle national des travailleurs syndiqués, ( quoique appelé des travailleurs « salariés » ? dans le titre de l'article ndr), « une force de proposition indispensable, ne se veut pas un syndicat. Leur multiplicité les a conduits à l'échec. Il s'agit de regrouper les syndicalistes français pour produire français avec les travailleurs français ». Suit un manifeste qui revendique « La cohésion nationale et la justice sociale dans un monde nouveau ». « L'organisation du travail constitue une affirmation de la pérennité nationale. Or la vie du de la société française se traduit par des perturbations profondes, les unes spectaculaires comme les grèves du secteur public de décembre 1995, les autres diffuses mais tout aussi sérieuses comme la dilution des notions de responsabilité et de hiérarchie sur fond de chômage et d'assistanats massifs. C'est pourquoi à la veille du troisième millénaire et de ses grandes mutations, sociales et technologiques, le travail doit être protégé comme une richesse nationale et non comme un simple moyen de subsistance pour les Français... L'évolution du combat syndical est notre première ambition, la préférence nationale notre détermination ». Le président du CNTS est un agent technique et le vice-président Samuel Maréchal (gendre de Le Pen, président du Fnj) et le trésorier un armurier de Vendée...

### **Sur simple demande**

Tous les documents cités dans I.S.A. sont à la disposition des collectifs sur simple demande.

**Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est éditée par la commission syndicale de Ras l'front :**

**Ras l'front**

**commission syndicale**

**BP 87 75561**

**Paris cedex 12**

**tel : 42 43 22 00**

**fax : 42 43 23 63**

**imprimé par nos soins**